



## Courrier hebdomadaire n° 206 d'ENAR

### 20 novembre 2009

#### NOUVELLES D'ENAR

- **Publication d'ENAR sur les implications du Traité de Lisbonne pour l'antiracisme**

ENAR a publié un rapport intitulé 'Le Traité de Lisbonne de l'UE: Quelles implications pour l'antiracisme?' qui examine les implications potentielles du Traité de Lisbonne pour la protection des droits fondamentaux et l'antiracisme. Tout en offrant un aperçu des principaux changements apportés par le Traité de Lisbonne, cette publication constituera également un outil de plaidoyer utile pour les ONG luttant contre le racisme et les discriminations sur le terrain. [Pour en savoir plus](#)

- **Communiqué d'ENAR pour le Sommet de l'égalité de l'UE**

ENAR a diffusé un communiqué de presse à l'occasion du Sommet de l'égalité les 16 et 17 novembre, auquel il a également participé, appelant à ce que ce Sommet donne des résultats concrets et une impulsion nouvelle pour renforcer la protection contre les discriminations fondées sur tous les motifs en Europe. Il a souligné que le Sommet de l'égalité était une occasion clé de s'assurer que les principes de l'égalité et de la non-discrimination, qui figurent de manière déterminante dans les dispositions du Traité, commencent à être pris au sérieux. [Pour en savoir plus](#)

- **Concours artistique de KISA à l'occasion de la Journée des droits de l'homme**

L'organisation KISA - Action pour l'égalité, le soutien et l'antiracisme, membre d'ENAR Chypre, et la Fondation chypriote turque des droits de l'homme organisent un concours artistique à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme du 10 décembre. Cette initiative a pour objectif de promouvoir et de souligner l'importance de la Journée des droits de l'homme. Les créations se répartissent en deux catégories : la photographie et la peinture/affiche. Les créations lauréates ainsi qu'une sélection des meilleures œuvres soumises seront présentées lors d'une cérémonie qui se tiendra le 10 décembre 2009. La date limite pour les inscriptions est fixée au 2 décembre 2009. [Pour en savoir plus](#)

#### NOUVELLES DES AUTRES RÉSEAUX

- **La CES et la Plateforme sociale incitent vivement les décideurs de l'UE à prendre des mesures plus efficaces sur l'égalité**

Lors du Sommet sur l'égalité, organisé par la Présidence suédoise à Stockholm, le mouvement syndical européen et les ONG sociales ont présenté une déclaration conjointe aux représentants des États membres et des institutions de l'UE afin de combattre la discrimination dans l'UE. Selon leur point de vue, les politiques d'égalité et de non-discrimination sont une composante indispensable de toute approche durable pour les économies, les sociétés et les marchés de l'emploi des États membres et de l'Union européenne. La déclaration, intitulée "Combattre la discrimination et garantir

l'égalité pour tous", a été publiée par la Confédération européenne des syndicats (CES) et la Plateforme sociale. [Pour en savoir plus](#)

- **Des organisations européennes de défense des immigrés portent plainte contre la Grèce**

Le 10 novembre, le Conseil néerlandais pour les réfugiés, le Centre finlandais de conseil aux réfugiés, PRO ASYL et Migrant Justice ont introduit une plainte auprès de la Commission européenne à l'encontre de la Grèce pour violation de la législation communautaire. Le Conseil européen sur les réfugiés et les exilés (ECRE) et vingt autres organisations de défense des réfugiés soutiennent cette plainte. La Grèce est accusée de violer la loi européenne relative à l'asile et de ne pas offrir une protection suffisante aux demandeurs d'asile. La plainte indique également que le système d'asile grec viole la législation de l'Union européenne relative à l'asile quant aux conditions d'accueil, aux sauvegardes procédurales, au traitement des mineurs non accompagnés, à la détention et au risque de refoulement. [Pour en savoir plus](#)

- **Document d'information de SOLIDAR: "Du bien-être à l'autonomisation et la participation"**

Se fondant sur les expériences de travail de ses membres avec des personnes socialement et économiquement défavorisées, SOLIDAR adresse les recommandations suivantes aux décideurs européens et nationaux en matière de services sociaux d'intérêt général: développer et défendre des cadres juridiques et politiques adéquats au niveau européen et au sein des Etats membres permettant d'offrir des services sociaux accessibles, abordables et de qualité; encourager la création d'emplois et le potentiel de croissance du secteur social, de la santé et de l'éducation; mettre en œuvre la Recommandation de la Commission sur l'inclusion active. [Pour en savoir plus](#)

## NOUVELLES D'EUROPE

- **Intégration largement réussie aux Pays-Bas**

La discussion qui a animé les Pays-Bas au sujet des minorités ethniques et de leur intégration pourrait donner l'impression que l'immigration aux Pays-Bas s'est soldée par un échec complet. Pourtant, un rapport du gouvernement paru cette semaine indique que des progrès ont été réalisés au cours des dix dernières années. Selon le ministre en charge de l'intégration, Eberhard Van der Laan, "l'intégration a été globalement réussie", bien qu'il ait ajouté que "pour beaucoup, ce n'était pas le cas". Monsieur Van der Laan (gauche) a envoyé au parlement un rapport annuel comportant des statistiques relatives à l'intégration ainsi qu'une lettre présentant la vision du gouvernement à cet égard. Dans sa lettre, Monsieur Van der Laan n'a pas proposé de nouvelles mesures ou des changements politiques spécifiques. Cette lettre était plutôt censée montrer la façon dont le gouvernement voyait actuellement l'intégration, a déclaré Monsieur Van der Laan. [Pour en savoir plus](#)

- **Cinq ONG ouvrent un camp de réfugiés au cœur de Bruxelles**

Face au manque de mesures concrètes, cinq ONG - le CIRÉ, Vluchtelingenwerk Vlaanderen, Médecins Sans Frontières, Médecins du Monde et Caritas International - ont le 18 novembre mis à exécution leur projet de camp de réfugiés au cœur de Bruxelles pour prendre en charge les demandeurs d'asile. [Pour en savoir plus](#)

- **La Ligue du Nord en Italie lance une purge d'immigrés sous le nom de code 'Noël blanc'**

Les autorités locales de ville du Nord de l'Italie Coccaglio rêvent d'un Noël blanc cette année. Mais ces plans n'ont rien à voir avec la chanson de Bing Crosby. Des fonctionnaires locaux de la Ligue du Nord, parti xénophobe, veulent entreprendre un 'nettoyage ethnique festif' pour purifier la ville. Ils lancent une opération visant à identifier et expulser le plus de non-Européens possible avant Noël.

L'opération 'Noël blanc' consistera à envoyer des fonctionnaires dans les foyers des quelques 400 non-Européens de la ville entre maintenant et le 25 décembre afin de vérifier leurs papiers. Ceux dont les permis de résidence sont expirés depuis six ou mois ou plus et qui ne peuvent prouver qu'ils ont essayé de les renouveler, seront renvoyés. [Pour en savoir plus](#)

- **Une informatrice en procès pour exploitation d'une station radiophonique néonazie en Allemagne**

L'Agence nationale de renseignements allemande vit une situation embarrassante, l'un des informateurs qu'elle rémunère dans la sphère néonazie étant poursuivi en justice cette semaine pour exploitation d'une station radiophonique qui a appelé à la destruction nucléaire d'Israël. Cette femme âgée de 31 ans, Sandra F., fait partie des sept néonazis accusés d'exploiter une station radiophonique d'Internet, la European Brotherhood Radio, qui a donné également des instructions sur la façon de fabriquer des bombes utilisant du verre brisé comme shrapnel mortel. Cette station a également diffusé de la musique néonazie et des entretiens avec des dirigeants d'extrême droite. Sandra F. avait été informatrice pour l'Office de la protection constitutionnelle en Basse-saxe, la Verfassungsschutz, depuis la fin de l'année 2007 jusqu'à ce qu'elle et d'autres aient été accusés et arrêtés en mars. [Pour en savoir plus](#)

- **L'Alliance d'extrême droite ne parvient pas à obtenir les fonds du Parlement européen**

L'Alliance européenne des mouvements nationaux, la coalition des partis d'extrême droite créée à Budapest le mois dernier, n'a pas abouti dans ses efforts pour bénéficier des fonds du Parlement européen dans la mesure où cet amalgame hétéroclite de réactionnaires de droite n'est pas parvenu à introduire sa demande dans les délais impartis. L'alliance, qui comprend le BNP britannique, le parti hongrois Jobbik et le Front national français, déclare qu'elle veut sa part des 11 millions d'euros que le Parlement distribue chaque année aux partis politiques paneuropéens. Sa part se serait élevée à 400.000 euros permettant à ce groupe d'assurer sa publicité et de mener des activités de recherche et de campagnes en plus de l'argent déjà perçu par les eurodéputés. Alors que le groupe des politiciens d'extrême droite était parvenu à concocter ce groupe à Budapest le 24 octobre, la date limite du financement pour 2010 était fixée au 1<sup>er</sup> novembre de sorte que, même si la chambre reconnaît finalement cette formation, celle-ci ne pourra avoir accès à aucun fonds avant 2011. [Pour en savoir plus](#)

## INSTITUTIONS DE L'UE

- **Sommet européen: un nouveau leadership pour l'Europe**

Les postes créés par le Traité de Lisbonne ont été décidés lors de la réunion informelle des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE le 19 novembre à Bruxelles. Hermann Van Rompuy quittera son poste de Premier ministre belge pour devenir le Président du Conseil européen. Il sera chargé de préparer et présider les réunions du Conseil européen et d'assurer la continuité de son travail. Il représentera également l'UE sur la scène internationale. Catherine Ashton, actuellement Commissaire en charge du Commerce, occupera le poste de Haut-représentant des affaires étrangères et des politiques de sécurité. Elle présidera les réunions du Conseil des affaires étrangères et occupera le poste de Vice-présidente de la Commission européenne. [Pour en savoir plus](#)

- **Sommet sur l'égalité de l'UE: la protection contre la discrimination fait partie des droits de l'homme**

Au 3<sup>ème</sup> Sommet sur l'égalité qui s'est tenu les 16 et 17 novembre, près de 300 participants, représentant les gouvernements, la Commission européenne, la société civile, les partenaires

sociaux, le monde des affaires et les médias, se sont réunis à Stockholm pour discuter de la façon de coopérer en matière d'égalité des droits et des chances. Dans le même temps, des négociations, placées sous la direction de la présidence suédoise, sont actuellement menées concernant une nouvelle directive d'antidiscrimination. Une série de sujets a été soulignée lors de cette conférence, notamment celui de la diversité dans les secteurs public et privé et celui de la façon d'améliorer la coopération entre les différents acteurs. Un séminaire s'est également tenu sur le rôle des médias en matière de diversité et d'égalité. [Pour en savoir plus](#)

- **Événements liés à la Journée de la diversité 2009 de la FRA**

Au cours des trois prochaines semaines, plus de 4.500 jeunes devraient se rassembler dans le but de s'instruire sur les droits fondamentaux et d'échanger leurs points de vue au cours des Journées de la diversité organisées par l'Agence des droits fondamentaux de l'UE (FRA). Cette série d'événements de sensibilisation est organisée par l'ADF et des villes partenaires, à savoir Berlin (le 18 novembre), Barcelone (le 30 novembre) et Vienne (le 3 décembre). [Pour en savoir plus](#)

- **Table ronde de l'ECRI en Hongrie: lutter contre la violence raciste et la discrimination**

Dans le cadre de son programme d'action sur les relations avec la société civile, l'ECRI a tenu sa table ronde nationale le 16 novembre 2009 à Budapest. Les thèmes principaux de cette table ronde étaient: les suites données aux recommandations figurant dans le quatrième rapport de l'ECRI sur la Hongrie ; la violence à motivation raciste ; le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance dans le discours public ; et la mise en œuvre de la législation et des politiques de lutte contre la discrimination raciale. Des représentants du gouvernement, du parlement, des institutions judiciaires, des collectivités territoriales, des institutions nationales de défense des droits de l'homme, des universitaires, des ONG et des syndicats ont participé à la réunion. [Pour en savoir plus](#)

## NATIONS UNIES

- **Nouveau rapport de l'UNICEF sur les enfants immigrés dans les pays riches**

Un nouveau rapport du Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF vient de publier des données internationalement comparables sur la situation des enfants immigrés dans les pays riches. Cette recherche, menée dans huit pays (l'Australie, la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Suisse, le Royaume-Uni et les Etats-Unis), apporte des informations détaillées sur la situation de ces enfants dans un large éventail de perspectives, notamment celles de la composition familiale, du contexte éducatif, du statut professionnel des parents et de la participation au milieu scolaire et au marché du travail. [Pour en savoir plus](#)

## QUESTIONS RELATIVES AUX ROMS

- **La situation postrévolutionnaire des Roms ne s'est pas beaucoup améliorée en République tchèque**

La situation des Roms tchèques ne s'est pas beaucoup améliorée au cours des vingt années qui ont suivi ce que l'on a appelé la "Révolution de velours", selon une étude réalisée par l'organisation rom Dženo. Alors que l'étude déclare que le soutien apporté à la culture et à la langue rom a connu une évolution positive, les conditions de logement et de travail se sont détériorées et l'extrémisme s'est accru de façon alarmante. Selon le président de l'Association européenne des initiatives civiques roms en République tchèque (AROIE), Ivan Veselý, c'est l'Etat qu'il faut principalement blâmer. L'association projette de développer des propositions visant à pallier cette situation, a déclaré Veselý. [Pour en savoir plus](#)

- **Le calme revient dans la ville secouée par les affrontements entre membres du Jobbik et Roms**

Le calme est revenu cette semaine dans la petite ville hongroise de Sajobabony, une semaine après que des membres de la communauté rom locale se soient opposés à des partisans du parti nationaliste Jobbik et de son bras armé, la Garde hongroise, une faction officiellement interdite. La provocation d'une minorité par cette organisation proscrite est totalement inacceptable, a déclaré le porte-parole du gouvernement, Domokos Szollar. Il a toutefois ajouté que les membres d'une minorité ne devaient pas réagir par la violence, même s'ils pensaient être menacés. Le maire local, Imre Nagy, a déclaré que la tension était montée après la tenue d'un forum public organisé le week-end passé par le Jobbik et la Garde hongroise, auquel assistaient des habitants de la ville ainsi que des environs. [Pour en savoir plus](#)

- **Amnesty condamne une action contre un campement rom en Italie**

Amnesty International a condamné l'expulsion forcée d'une communauté de quelque 400 Roms d'une ancienne usine désaffectée située dans le quartier romain de Tiburtina. Selon les médias et les ONG locales, quelque 150 officiers de police ont expulsé les familles du campement de Via Centocelle, à l'Est de la ville, la semaine dernière. Tous les abris de la communauté ont été détruits et une vingtaine d'hommes roms ont été arrêtés. On ne connaît pas la nature des charges dont ils sont accusés. Amnesty International a appelé les autorités de la ville de Rome à veiller à ce que toutes les familles expulsées de force puissent disposer d'un autre logement adéquat de toute urgence et d'une indemnisation pour leurs biens perdus lors de leur expulsion forcée. [Pour en savoir plus](#)

- **L'éducation des Roms bénéficiera d'une stimulation cruciale en termes de financement**

Lors d'une conférence internationale de donateurs accueillie le 12 novembre par l'Open Society Institute, la Banque mondiale et le Comité économique et social européen, les donateurs ont décidé de consacrer leur aide financière à l'éducation des Roms, la plus importante minorité d'Europe. Les 25,5 millions d'euros destinés à financer les engagements annoncés par les donateurs sont destinés au Roma Education Fund (Fonds d'éducation des Roms) et fourniront les ingrédients essentiels nécessaires pour permettre la réussite scolaire des enfants: bourses, repas scolaires, formation des professeurs et soutien universitaire. L'aide financière supplémentaire devra également aider les gouvernements à développer des politiques nationales plus fortes en matière d'inclusion des Roms. [Pour en savoir plus](#)

- **Consultation d'Eurodiaconia sur le travail avec des Roms et des Sinti**

Eurodiaconia a tenu récemment sa première consultation auprès de ses membres sur leur travail avec des Roms et des Sinti. L'objectif de la réunion était d'offrir l'occasion d'un échange et d'une discussion sur ce thème, d'entendre un certain nombre d'experts sur les questions relatives aux Roms et d'essayer de tirer quelques conclusions en vue du futur travail d'Eurodiaconia. Les participants ont procédé à de brèves présentations de projets roms actuels et évoqué les difficultés rencontrées. Un rapport de cette consultation est disponible. [Pour en savoir plus](#)

## **RAPPORTS ET PUBLICATIONS**

- **Nouveau rapport de l'ODIHR: Les crimes racistes restent un problème sérieux dans un grand nombre d'Etats de l'OSCE**

Les crimes racistes restent un problème grave dans un grand nombre d'Etats parties de l'OSCE, selon les conclusions d'un rapport publié le 16 novembre par le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE (ODIHR). Ce rapport, lancé à l'occasion de la Journée internationale

de la tolérance, fait état de multiples cas d'intimidations, de menaces, de vandalismes, d'agressions, d'incendies criminels et de meurtres au cours de l'année 2008. Il souligne aussi que la véritable ampleur des crimes racistes reste occultée par un manque de données fiables. Le rapport, publié annuellement, présente des statistiques et d'autres informations sur l'ampleur et les types de crimes racistes ainsi que sur les réponses apportées à cet égard par les gouvernements. Il se base sur les données reçues des Etats parties de l'OSCE, d'agences intergouvernementales et de groupes de la société civile. [Pour en savoir plus](#)

- **Manuel du Conseil de l'Europe sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme**

Ce manuel est destiné à aider les juges, avocats et procureurs à tenir compte des nombreuses exigences de la Convention européenne des droits de l'homme - qu'elles soient explicites ou implicites - qui concernent le processus pénal lors de l'interprétation et de l'application des codes de procédure pénale et de la législation comparable ou afférente. Pour ce faire, il recourt à des extraits tirés des arrêts clés de la Cour européenne des droits de l'homme et de l'ancienne Commission européenne des droits de l'homme traitant des plaintes pour violations des droits et libertés de la Convention dans le courant de l'enquête, de la poursuite et du procès des infractions alléguées ainsi que dans le courant des procédures d'appel et autres procédures diverses liées au processus pénal.

[Pour en savoir plus](#)

- **Quatrième édition du magazine ENGAGE de la Plateforme sociale**

La quatrième publication du magazine trimestriel de quatre pages de la Plateforme sociale vient de sortir de presse. Elle comprend un calendrier des activités de la Plateforme qui se sont déroulées au cours du trimestre passée et qui sont prévues pour le prochain trimestre ainsi que l'activité concernée de l'UE dans ce contexte, une interview de Linda Freimane, vice-présidente d'ILGA-Europe, et des statistiques intéressantes sur la société européenne. [Pour en savoir plus](#)

## CONFÉRENCES ET ÉVÉNEMENTS

- **22<sup>ème</sup> réunion régionale sur les échanges de pratiques de la Plateforme pour une Europe interculturelle**

La 22<sup>ème</sup> réunion régionale d'échange de pratiques sur le développement de capacités de la Plateforme pour l'Europe interculturelle se déroulera les 20 et 21 novembre 2009 à Vienne, en Autriche. Elle est accueillie par IG Kultur Österreich, un réseau autrichien de 320 associations culturelles qui est membre de la Plateforme pour l'Europe interculturelle. IG Kultur a adapté le concept général à son contexte spécifique. Les échanges de pratiques régionaux ont pour objectif de promouvoir l'échange d'expériences entre organisations non gouvernementales en matière de stratégies interculturelles. Cette conférence a pour but de localiser les domaines d'organisation autonome et d'autoreprésentation, d'échanger des expériences et de spécifier certains termes. [Pour en savoir plus](#)

- **Réunion de haut niveau du CLIP sur les relations interculturelles relations et politiques associées**

Le Réseau 'Villes pour des politiques locales d'intégration des migrants' (CLIP) organise une réunion de haut niveau les 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre 2009 à Bruxelles sur le thème "Approches interculturelles du vivre ensemble et de la cohésion dans les villes européennes - que peut apprendre la politique d'intégration européenne des villes sur la gestion de l'immigration et de la diversité en temps de crise?". Cette réunion examinera des nouvelles recherches sur les relations interculturelles et les politiques associées, notamment des études du CLIP, du Open Society Institute,

du Réseau des fondations européennes et de l'Agence européenne des droits fondamentaux. [Pour en savoir plus](#)

- **Conférence portant sur l'extrême droite en Europe**

La fondation allemande Friedrich-Ebert-Stiftung organise le 30 novembre 2009 une conférence internationale intitulée "L'Europe s'orient-elle à droite? L'extrême droite en Europe" à Berlin, en Allemagne. Elle accueillera un certain nombre d'experts renommés de toute l'Europe en matière d'extrême droite. Quel danger crée dès lors l'extrême droite? Comment se montre-t-elle et s'organise-t-elle en Europe et dans ses régions? Quelles formes et stratégies pouvons-nous identifier et comment pouvons-nous efficacement la combattre? L'Europe s'orient-elle à droite? La Friedrich-Ebert-Stiftung veut élargir le débat sur l'extrême droite et examiner comment la combattre en ouvrant la discussion aux perspectives européennes. [Pour en savoir plus](#)

- **'Webinar' de Cities of Migration: la participation des jeunes et la voix des immigrants**

Cities of Migration organise un séminaire en ligne le 1<sup>er</sup> décembre 2009 qui se concentrera sur la participation des jeunes et la voix des immigrants. Les jeunes représentent un pourcentage significatif des immigrants internationaux et une proportion croissante des populations urbaines actuelles. Cependant, un rapport récent déplore que l'on en sache relativement peu sur le vécu des jeunes immigrés. Ce séminaire web examine les projets d'Oldham, de Paris, de Londres et de Lisbonne qui se penchent sur la participation active des jeunes dans le processus de développement de la communauté et examinent leurs points de vue sur l'identité et l'appartenance. [Pour en savoir plus](#)

## POSTES VACANTS

- **AGE recrute un responsable politique pour les questions de santé et d'accessibilité aux TIC**

AGE recrute actuellement un nouveau responsable politique pour les questions de santé et d'accessibilité aux TIC (à plein temps). La personne en charge du poste aura pour principales responsabilités: l'information continue des membres d'AGE sur les développements politiques de l'UE qui surviennent dans le domaine du vieillissement en bonne santé, des TIC et du vieillissement ainsi que l'accessibilité de l'environnement construit et de la société de l'information; le soutien des groupes d'experts d'AGE en matière de santé et d'accessibilité/TIC; la rédaction de déclarations de politique générale avec consultation des experts et membres d'AGE et sous la supervision du directeur. La date limite du dépôt des candidatures est fixée au 7 décembre 2009. [Pour en savoir plus](#)

- **L'ERRC recrute un formateur en droits de l'homme**

Le Centre européen des droits des Roms (ERRC) recherche actuellement un formateur en droits de l'homme afin de coordonner, développer et mettre en œuvre les programmes de formation sur les droits de l'homme de l'ERRC afin de renforcer la capacité des activistes roms et autres acteurs concernés pour la promotion du respect des droits de l'homme des Roms. La personne choisie coordonnera le programme de stage de l'ERRC, supervisera la mise en œuvre des ateliers bisannuels sur les droits des Roms de l'ERRC. Elle coordonnera le développement et la mise en œuvre de toutes les autres activités de formation de l'ERRC selon les besoins. La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 10 décembre 2009. [Pour en savoir plus](#)